

DISCOURS DES PRÉSIDENTS FRANÇAIS EN AFRIQUE : RHÉTORIQUE, POLÉMIQUE ET RÉSOLUTION DES CONFLITS DISCURSIFS

Djessy Junior Gbagbo ZIDAGO

*Université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan
msrdjessy@gmail.com +225 07 09 11 20 40*

Introduction

Les années 1960 ont été marquées par les indépendances de la majorité des pays africains francophones. La côte d'ivoire obtint son indépendance le 07 août 1960. Ce pays est souvent considéré comme la vitrine de l'Afrique occidentale française à la vue de ses relations relativement bonnes avec la France depuis leur histoire commune. Cette relation particulière peut s'expliquer par le fait que le premier président de la Côte d'ivoire, Felix Houphouët a été l'un des membres fondateurs du RDA Rassemblement Démocratique Africain, mouvement politique qui revendiquait l'indépendance des pays africains vis-à-vis de la France. Dans ses discours, Felix Houphouët Boigny a toujours affirmé qu'il privilégiait des relations amicales, pacifiques, tournées vers l'avenir avec la France même si cette dernière a été son bourreau à un moment donné de leur histoire commune. Comme dans la plupart des interactions humaines et communautaires, le lien particulier qu'entretenait la France et ses colonies africaines va donner naissance à quelques conflits idéologiques, politiques, économiques voire militaires qui vont à leur tour laisser des traces tels que des textes, des discours poignants dans les esprits des africains et des habitants du monde entier. C'est donc dans une dynamique diplomatique que tous les présidents français viennent tenir régulièrement des discours en Afrique avec pour ambition de réguler les choses, résoudre les conflits de tout ordre, consolider les relations entre ces deux entités : France – Afrique. Les discours des présidents français

prononcés en Afrique constituent des événements discursifs majeurs où se cristallisent les tensions historiques, politiques et symboliques entre l'ancienne puissance coloniale et ses anciennes colonies.

Loin de simples allocutions diplomatiques, ces prises de parole révèlent des enjeux de légitimité, d'autorité et de positionnement dans un espace discursif marqué par l'héritage colonial et les aspirations contemporaines à la souveraineté. Ces discours, souvent tenus dans un cadre de coopération bilatérale ou multilatérale, prétendent engager un « dialogue » avec les peuples africains, mais se heurtent régulièrement à des résistances discursives nourries par une mémoire collective encore vive.

Dès lors se pose le problème suivant : comment des stratégies discursives rhétoriques sensées concilier et légitimer la France auprès de l'Afrique contribuent paradoxalement à entretenir, voire à intensifier la polémique dans l'espace franco-africain ?

Il va sans dire que ces discours de présidents, pour être efficaces doivent arriver à prendre en compte les attentes des populations africaines ou du moins à résorber le problème de confiance qui existe dans l'imaginaire des populations africaines et pour la grande majorité chez les jeunes. Toutefois, force est de constater que cet idéal est loin d'être atteint. La situation est telle que les discours des présidents français en Afrique, au-delà de la bonne foi exprimée par les locuteurs, peinent à apaiser les tensions et résoudre les “conflits” discursifs, bien au contraire, ces allocutions intensifient le conflit discursif.

Cet article propose d'analyser les discours de Nicolas Sarkozy à Dakar en 2007 et d'Emmanuel Macron à la Conférence des ambassadeurs en 2025. Tout ceci à la lumière de la théorie de l'argumentation dans le discours (Perelman et Olbrechts-Tyteca), en faisant également appel à la polémique (Amossy), au dialogisme (Bakhtine) et à la gestion des interactions verbales (Kerbrat-Orecchioni), pour montrer comment les présidents

français tentent - avec des fortunes diverses - de résorber les conflits discursifs latents ou manifestes dans leurs relations avec l'Afrique.

Dans cette étude Il s'agira de démontrer que ces discours, tout en adoptant des stratégies rhétoriques visant à pacifier le dissensus, contribuent paradoxalement à entretenir, voire raviver les conflits discursifs par la manière dont ils mobilisent certaines représentations de l'Afrique, de la France et de leur relation commune.

1. Cadre théorique

L'analyse que nous proposons respecte un cadre pluridimensionnel. Ici, à partir de l'analyse du discours nous mettons en relation quatre approches complémentaires que sont : l'argumentation (visée persuasive), la polémique (gestion du désaccord), le dialogisme (réponse aux discours précédents) et la gestion interactionnelle (la face). L'aspect complexe des allocutions faites par les présidents français en Afrique (entre tentative de persuasion, conflit, interdiscursivité et diplomatie) pourrait ainsi être appréhendé. En effet, lorsque ces quatre dimensions sont prises en compte, elles permettent de comprendre comment les discours des présidents français contribuent à enflammer les conflits discursifs qu'ils cherchent paradoxalement à apaiser.

1.1. L'argumentation comme dispositif de persuasion

Selon Perelman et Olbrechts-Tyteca (1992), l'argumentation dans le discours est un ensemble de techniques visant à provoquer ou renforcer l'adhésion d'un auditoire à une thèse. Il faut noter que le fait d'argumenter ne renverra pas uniquement à l'alignement de raisonnement sans but ni visée. L'objectif ici est de chercher à convaincre un auditoire afin que ce dernier adhère à notre thèse. C'est dans cet ordre idée que Ruth Amossy

souligne que les arguments avancés dans un discours jouent un rôle bien déterminé. Ainsi, l'argumentation dans le discours

[...] se propose de décrire et d'expliquer les modalités selon lesquelles le discours oral ou écrit tente d'agir sur un public. Elle étudie donc la force de la parole dans la situation de communication concrète où elle s'exerce. Elle examine la façon dont le locuteur et l'allocutaire interagissent, c'est-à-dire exercent une influence mutuelle l'un sur l'autre, à travers les ressources verbales qu'ils mettent en jeu (Amossy : 2000, 346)

Ainsi, dans la plupart des discours rhétoriques, et comme c'est le cas avec les allocutions des présidents français en Afrique, le locuteur veut influencer l'auditoire, apporter une nouvelle perspective à la vision de ce dernier. Tenter d'imposer à ce dernier une vision différente de celle qu'il pouvait avoir avant de pénétrer cet espace d'échange. Dans le cas des discours présidentiels constituant notre corpus, l'argumentation sert à expliquer et tenter de faire accepter la présence française en Afrique et à orienter les perceptions de l'auditoire vers une vision pacifiée des relations postcoloniales.

1.2. La polémique et la gestion des conflits discursifs

Pour Ruth Amossy, la polémique est une situation discursive où deux entités discourent à propos d'un sujet controversé. Cette modalité argumentative a ceci d'efficace qu'elle permet aux parties prenantes d'éviter la violence physique tant que les différentes parties prenantes restent dans les mots, dans le débat. Ainsi, dans le cas des relations entre la France et l'Afrique, les discours prononcés par les présidents Français, des fois en réponse aux discours de certains présidents africains, des fois assez virulents, montrent que les deux parties acceptent d'échanger et de tenter de s'accorder sur un sujet donné : la place

de la France en Afrique après la colonisation. La notion de polémique est explicitée par Ruth Amossy en ces termes :

La polémique qui peut sembler comporter des propos violents permet en vrai d'éviter la vraie violence, la violence physique. Ainsi, la polémique – qui gère les conflits sur le mode du choc des opinions contradictoires – ne permet pas tant d'aboutir à un accord, que d'assurer un mode de coexistence dans une communauté déchirée entre des positions et des intérêts divergents. C'est que dans sa virulence et ses excès mêmes, elle permet aux participants de partager le même espace sans recourir à la violence physique – et cela, jusque dans les cas de dissension profonde où les prémisses sont trop différentes pour autoriser un partage de la raison. Elle remplit de ce fait des fonctions importantes qui vont de la possibilité de la confrontation publique au sein de tensions et de conflits insolubles, à la formation de communautés et de protestation et d'action publique.

A partir de ce raisonnement Amossy propose une conception non pathologique de la polémique : elle n'est pas l'échec du dialogue mais une forme de gestion du désaccord dans un espace public pluraliste. Elle met en lumière la tension entre la visée persuasive du discours et l'irréductibilité du dissensus, notamment dans les contextes mémoriels et identitaires. Ainsi, dans les cas de notre étude, la gestion des conflits se trouve assurée dans l'espace politique franco-africain dans la mesure où les présidents français acceptent le jeu du dialogue (virulent ou pas) et qu'à leur suite les présidents africains en font de même.

1.3. Le dialogisme et l'interdiscursivité

Les recherches de Mikhaïl Bakhtine ont permis de mieux comprendre les liens profonds qui unissent les mots, les textes et les discours. Ce va-et-vient permanent entre plusieurs discours, cette sorte de fil invisible qui les relie dans le temps et dans le sens, porte un nom : le dialogisme. Cette notion renvoie à l'idée qu'un énoncé ne parle jamais seul, mais entre toujours en résonance avec d'autres énoncés : qu'ils le précèdent ou qu'ils lui répondent. Comme le rappelle Catherine Moirand dans *le Dictionnaire d'analyse du discours*, le dialogisme est :

Un concept emprunté par l'analyse du discours au Cercle de Bakhtine et qui réfère aux relations que tout énoncé entretient avec les énoncés produits antérieurement ainsi qu'avec les énoncés à venir que pourraient produire ses destinataires. (2002 : 175)

Chez Bakhtine (1981), tout discours est dialogique parce qu'il répond à d'autres discours antérieurs et anticipe des répliques futures. Les discours prononcés par les présidents français lors de leurs tournées en Afrique sont ainsi toujours pris dans un réseau interdiscursif chargé historiquement. Ces présidents français essaient de répondre à ceux de certains porte-voix africains qui disent que la françafrigue n'est qu'une sorte de néocolonialisme et que les africains gagneraient à rompre tous liens politiques avec la France. Lorsque les présidents français répondent entre autres à ces considérations, ils essaient d'affirmer leur bonne foi, de montrer qu'ils ne sont plus à associer à cette image péjorative du passé. Ils essaient de montrer qu'ils sont capables de répondre efficacement aux attentes soulignées en amont.

1.4. La politesse et les enjeux de face

Dans une toute autre dimension de l'efficacité de la gestion des conflits discursifs, Kerbrat-Orecchioni (1990-1994) insiste sur la « gestion de la face » dans les interactions verbales : tout locuteur cherche à préserver sa propre image ainsi que celle de son interlocuteur. Dans les discours étudiés, le défi est de maintenir l'équilibre entre affirmation de l'autorité et reconnaissance de l'autonomie des États africains. Dans une toute autre perspective de la gestion des conflits discursifs, Kerbrat-Orecchioni (1990-1994) porte à notre attention la dimension souvent négligée mais essentielle des interactions verbales : la gestion de la face. Autrement dit, chaque locuteur, dans le cours de l'échange, s'efforce non seulement de préserver sa propre image, sa crédibilité et sa légitimité, mais aussi et c'est tout le paradoxe diplomatique, de ménager celle de son interlocuteur. Dans les discours que nous analysons, cette dynamique se complexifie, car il ne s'agit plus seulement d'un échange entre deux individus, mais d'une joute symbolique entre des entités politiques, des États, des histoires, et des mémoires. Ici, les locuteurs représentent une symbolique beaucoup plus importante que leur propre personne et doivent adaptée leurs différents discours en fonction de cette réalité.

Dès lors, le véritable enjeu réside dans cette quête d'équilibre fragile entre deux impératifs contradictoires : d'une part, l'affirmation d'une autorité politique (celle du président français, portevoix d'une puissance ancienne qui cherche à se repositionner), d'autre part, la reconnaissance de l'autonomie et de la souveraineté des États africains, (pays dont les peuples n'acceptent plus la condescendance ni les injonctions masquées sous des discours d'amitié). Ce n'est donc pas simplement une question de politesse ou de stratégie langagière, mais un exercice hautement politique, où chaque mot peut froisser, chaque silence accuser, chaque tournure peut être interprétée comme une

offense. Ajouter à cela la visée argumentative qui reste l'objectif que le locuteur veut atteindre en prononçant son discours.

Dans notre contexte, lors de ce jeu de rôles discursif, les différents acteurs : les présidents français face à leurs homologues africains (et vice versa), deviennent des figures d'une scène complexe où chacun tente de tirer parti de la situation tout en évitant l'escalade. Dès lors, il s'agit moins de convaincre mais en sachant composer avec les attentes, les tensions postcoloniales, les exigences protocolaires, mais aussi avec l'auditoire, et cette mémoire discursive collective qui, aujourd'hui semble ne plus rien pardonner.

Somme toute, il convient de retenir que l'argumentation qui est construite dans les discours des présidents français restent une stratégie discursive élaborée avec minutie en aillant à l'esprit la nécessité des gérer les conflits préexistant mais aussi et surtout dans le but de persuader l'auditoire de la bonne foi de la France envers l'Afrique.

2. Contexte postcolonial franco-africain et tensions discursives

L'Afrique francophone reste un espace discursif saturé par l'histoire coloniale, où la parole française est toujours scrutée, parfois rejetée, souvent interprétée à travers le prisme du soupçon. La domination symbolique, longtemps exercée par la France à travers ses institutions (écoles, ambassades, lycées, francophonie) est régulièrement dénoncée comme une survivance coloniale. Les présidents français doivent ainsi composer avec une mémoire collective blessée, ils doivent essayer de gérer et régler ses tensions discursives face à une opinion publique africaine de plus en plus critique. Dès lors comment parviendraient-ils à atteindre leur objectif dans leurs discours et faire accepter leurs idées.

Pour comprendre comment nous en sommes arrivés à ce processus il faut faire un recadrage contextuel afin de bien cerner l'environnement dans lequel ces discours sont produits. L'histoire des relations entre la France et ses anciennes colonies africaines est profondément marquée par un héritage colonial aux ramifications complexes qui structurent encore aujourd'hui les dynamiques politiques, économiques et discursives. La colonisation, amorcée au XIX^e siècle sous la Troisième République Française s'est imposée brutalement à travers une conquête militaire et une administration directe. En guise de témoignage nous avons le rôle clé de Napoléon III, premier président français élu au suffrage universel, dont l'ambition coloniale s'est manifestée dès le milieu du XIX^e siècle avec la conquête de l'Algérie. Cette période est caractérisée par la construction d'un discours idéologique justifiant l'entreprise coloniale, avec des figures telles que Jules Ferry qui légitimait la domination française en invoquant le devoir civilisateur des « races supérieures » envers les « races inférieures ». Victor Hugo, quant à lui, inscrivait cette vision dans une opposition symbolique entre « civilisation » et « barbarie », construisant l'Afrique comme une terra incognita à dompter, dépourvue d'histoire propre et devant être intégrée à la grandeur européenne.

Cette idéologie a servi de fondement aux pratiques coloniales, qui se sont traduites par l'exploitation économique, le contrôle politique, et la répression violente des résistances africaines locales. Les guerres mondiales ont également contribué à accentuer ces tensions en mobilisant de force des centaines de milliers d'Africains au combat, sans reconnaissance ni égalité. La participation des colonies à l'effort de guerre a jeté les bases des revendications d'émancipation qui se matérialisèrent dans les insurrections postérieures, comme la révolte de Madagascar en 1947 ou les soulèvements au Kenya. Parallèlement, la configuration géopolitique mondiale évoluait, les États-Unis et

l'URSS transformant les enjeux coloniaux en terrain de rivalité idéologique, tandis que des leaders africains comme Gamal Abdel Nasser incarnaient l'anticolonialisme, mettant au défi l'ordre colonial établi.

Dans ce contexte de contestation croissante, la France tenta d'adapter son discours et ses pratiques, notamment avec la Conférence de Brazzaville en 1944, où De Gaulle esquissa un projet de réforme coloniale. Il y reconnaissait l'effort de guerre africain mais refusait toute perspective d'indépendance, soulignant la nécessité de maintenir l'unité de l'empire français. Ce refus s'inscrivait dans une volonté de conserver l'hégémonie politique et économique, malgré les bouleversements en cours. L'accession à l'indépendance, amorcée dès 1960, ne rompit pas radicalement avec ces logiques. La mise en place de la Communauté française, puis des accords bilatéraux, permit à la France de perpétuer une influence à travers des mécanismes dits néocoloniaux, où le franc CFA, la coopération militaire et l'appui à certains régimes illustrent cette continuité dans la dépendance. La guerre d'Algérie (1954-1962), d'une violence extrême, symbolise à la fois la fin douloureuse de la colonisation directe et la complexité d'un héritage qui continue de peser lourdement sur les relations franco-africaines.

Les discours des présidents français, du général de Gaulle à Emmanuel Macron, reflètent cette double réalité : ils oscillent entre promesses de rupture, discours de renouveau et perpétuation de pratiques anciennes. Dès la Ve République, la rhétorique présidentielle se veut plus inclusive, mettant en avant la liberté, le partenariat et la coopération. Cependant, cette novation verbale masque souvent des logiques stratégiques d'influence et de contrôle qui perdurent. Georges Pompidou et Valéry Giscard d'Estaing ont, par exemple, maintenu cette continuité tout en adaptant la forme, intégrant davantage les élites africaines dans le dialogue tout en conservant un rôle décisif sur les décisions majeures.

Le discours de François Mitterrand lors du sommet de La Baule en 1990 incarne un tournant important, en conditionnant l'aide française à la démocratisation, ce qui provoqua des changements politiques significatifs dans plusieurs États africains. Toutefois, cette pression a aussi été critiquée comme une forme de néocolonialisme institutionnel, imposant des modèles externes sans toujours respecter les dynamiques internes. Sous Jacques Chirac, la diplomatie française s'est voulue plus consensuelle, mais le soutien à certains régimes autoritaires et les interventions militaires en Afrique témoignent d'une continuité des intérêts stratégiques.

Le discours de Nicolas Sarkozy en 2007 à Dakar, qui affirmait que « l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire », illustre une rupture discursive controversée, perçue comme une réinscription de stéréotypes coloniaux. En réaction, François Hollande annonça la fin de la « Françafrique » et la construction d'un partenariat fondé sur le respect et la transparence, mais ces déclarations peinent à se traduire pleinement dans les faits. Emmanuel Macron, enfin, a mis en avant une génération nouvelle, décomplexée, qui souhaite renouer avec les jeunesse africaines et diversifier les partenaires, tout en annonçant la suppression prochaine du franc CFA, symbolisant un geste fort vers la fin de la tutelle monétaire.

Cependant, cette innovation discursive reste largement contestée, tant par la société civile africaine que par les observateurs, qui dénoncent un décalage entre les paroles et les pratiques, entre la rhétorique d'amitié et les intérêts géopolitiques sous-jacents. L'analyse des discours révèle ainsi une tension constante entre volonté affichée de changement et maintien d'une influence persistante, dans un contexte où les mémoires historiques et les fractures postcoloniales continuent d'alimenter les conflits discursifs.

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication, en amplifiant la diffusion et le débat autour de

ces allocutions présidentielles exacerbent la visibilité de ces tensions et la vigilance critique des populations africaines. Cette mise en lumière permanente nourrit un espace de controverse et d'examen où les promesses officielles sont minutieusement scrutées, et où la dimension symbolique des discours présidentiels devient un enjeu majeur de légitimation.

Au final, le corpus des discours présidentiels français en Afrique constitue un terrain d'analyse privilégié pour comprendre comment s'articulent, dans un contexte postcolonial, les logiques discursives, les stratégies rhétoriques et les dynamiques de pouvoir, dans une relation marquée par l'ambivalence entre innovation apparente et continuité des formes de domination.

Ces contextes génèrent des attentes spécifiques : reconnaissance des torts du passé, respect de la souveraineté, partenariat d'égal à égal. En retour, les discours français oscillent entre volontés de réforme symbolique et réflexes de supériorité diplomatique, créant des tensions internes entre ce que Charaudeau (2020) appelle les « contrats de communication » et les « brouillages de la vérité ».

3. Analyse des discours

3.1. Nicolas Sarkozy à Dakar (2007) : un discours de rupture avortée

Prononcé le 26 juillet 2007 à l'université Cheikh Anta Diop, le discours de Nicolas Sarkozy a suscité une vive polémique, en particulier à cause de la célèbre formule :

Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'histoire. Le paysan africain, qui depuis des millénaires, vit avec les saisons, dont l'idéal de vie est d'être en harmonie avec la nature, ne connaît que l'éternel recommencement du temps rythmé par la répétition sans fin des mêmes gestes et des

mêmes paroles. [...] Jamais l'homme ne s'élance vers l'avenir. Jamais il ne lui vient à l'idée de sortir de la répétition pour s'inventer un destin. Le problème de l'Afrique et permettez à un ami de l'Afrique de le dire, il est là. Le défi de l'Afrique, c'est d'entrer davantage dans l'histoire. C'est de puiser en elle l'énergie, la force, l'envie, la volonté d'écouter et d'épouser sa propre histoire.

Le problème de l'Afrique, c'est de cesser de toujours répéter, de toujours ressasser, de se libérer du mythe de l'éternel retour, c'est de prendre conscience que l'âge d'or qu'elle ne cesse de regretter, ne reviendra pas pour la raison qu'il n'a jamais existé. [...] Le problème de l'Afrique, c'est de rester fidèle à elle-même sans rester immobile.¹

Par cette allocution Sarkozy essentialise une prétendue différence africaine, en naturalisant l'idée d'un retard historique. L'objectif de départ du locuteur n'est peut-être pas celui de créer une polémique. Mais dans sa manière d'exposer les faits, le locuteur crée effectivement la polémique, chose qui va à l'encontre de ce que les présidents français visent lorsqu'ils viennent tenir leurs discours en Afrique. De prime abord, le locuteur qui fait usage de la rhétorique a pour objectif de convaincre. Ici, au Sénégal, Nicolas Sarkozy tient une allocution dans laquelle il veut convaincre les africains sur la nécessité de changer de mode de fonctionnement qu'il trouve ancestrale, pour lui l'africain ne se met pas au travail, il ne pense pas à évoluer dans sa manière de vivre chaque jour. L'enjeu de ce discours était de réaffirmer la place de la France en Afrique, pas

¹ Nicolas SARKOZY, *Discours à l'université Cheikh-Anta-Diop*, 26 Juillet 2007 [En Ligne] URL : https://www.lemonde.fr/afrique/article/2007/11/09/le-discours-de-dakar_976786_3212.html (consulté le 26/09/2018) pp 7-8

comme colonie mais comme l'allié numéro un des pays africains, prêt à se battre aux cotés de l'Afrique pour des intérêts partagés. Le contexte est sa nouvelle élection en France et la coutume de venir en Afrique et y redéfinir le positionnement politique de la France en Afrique. Somme toute l'objectif était diplomatique et de bonne foi, mais la rhétorique controversée utilisée dans le discours du locuteur n'a vraisemblablement eu l'effet escompté, bien au contraire n'est pas le même. Lorsque le locuteur pense et dit que l'Afrique vit un drame, celui de ne pas être entré dans l'histoire, il provoque une onde de choc et d'indignation de la part de plusieurs observateurs. L'effet est immédiat : le discours devient un affront symbolique. L'ethos présidentiel projeté ici est celui d'un professeur éclairé venu faire une leçon d'histoire à ses anciens élèves.

L'image que le locuteur donne de lui ici est celui d'un maître venu donner des leçons, de l'ancien colon qui n'arrive pas à se départir de ses anciennes "mauvaises" habitude. La posture est perçue comme condescendante, voire paternaliste. Et ce procédé rhétorique, au lieu de désamorcer la polémique qui existe déjà entre la France et ses anciennes colonies vient envenimer la situation. Sur le plan argumentatif, Sarkozy tente de justifier l'amitié franco-africaine par l'histoire commune, mais son discours mobilise un imaginaire colonial négatif : l'homme africain est présenté comme passif, en dehors du progrès, de la rationalité et de la modernité. Le dialogisme est ici fermé, monologique. Aucun véritable dialogue avec les représentations africaines n'est engagé, et les conflits discursifs sont relancés. Le locuteur se présente comme celui qui sait les tares des sociétés africaines en ces termes :

Le problème de l'Afrique et permettez à un ami de l'Afrique de le dire, il est là. Le défi de l'Afrique, c'est d'entrer davantage dans l'histoire... Le problème de l'Afrique, c'est de cesser de toujours répéter...

Le problème de l'Afrique, c'est qu'elle vit trop le présent dans la nostalgie...

Le problème de l'Afrique, c'est que trop souvent elle...

Le problème de l'Afrique, ce n'est pas de s'inventer...

Le problème de l'Afrique, ce n'est pas de se préparer au retour du malheur... Le problème de l'Afrique, c'est de rester fidèle à elle-même...

Il devient très aisément de ressortir l'image de Nicolas Sarkozy dans son discours comme celle de paternaliste ou de donneur de leçon. Dominique Maingueneau affirme, à propos de l'image qu'on donne de nous dans un discours et de l'image que se fait l'auditoire de nous avant ce discours : « *Si l'ethos est crucialement lié à l'acte d'énonciation, on ne peut cependant ignorer que le public se construit aussi des représentations de l'ethos de l'énonciateur avant même qu'il ne parle* »². Le locuteur devrait donc prendre en compte ceux qui l'écoutent (auditoire) avant de construire les arguments qu'il va utiliser lors de sa prise de parole. Il est encore plus aisément de constater l'image de sachant, de bienfaiteur mais aussi de donneur de leçon que Nicolas Sarkozy donne de lui dans son discours à travers cette suite anaphorique :

Je suis venu vous dire que vous n'avez pas à avoir honte...

Je suis venu vous dire que l'homme moderne qui éprouve le besoin de se réconcilier avec la nature a beaucoup à apprendre de l'homme africain qui vit en symbiose avec la nature depuis des millénaires.

² Dominique Maingueneau, « *Ethos, scénographie, incorporation* » in Amossy, 1999, p. 78.

Je suis venu vous dire que cette déchirure entre ces deux parts de vous-mêmes est votre plus grande force...

Mais je suis aussi venu vous dire qu'il y a en vous, jeunes d'Afrique, deux héritages... Je suis venu vous dire que cette part africaine et cette part européenne de vous-mêmes forment votre identité déchirée.

Cet ethos négatif du point de vue de certains africains et d'autres composantes de l'auditoire universel vient alimenter une polémique qui existait depuis longtemps. Le président français se pose comme quelqu'un qui sait tous les maux de l'Afrique et vient apporter des solutions. Loin d'être perçu comme bienfaiteur, ce dernier pourrait passer pour le nouveau visage de la néo colonisation, l'emblème de la continuité des rapports ancestraux entre la France et l'Afrique, alimentant ainsi la polémique et le conflit discursif dans l'espace public franco-africain voir international.

3.2. Macron à la Conférence des ambassadeurs (2025) : la fatigue diplomatique

En 2025, Emmanuel Macron a tenu un discours lors de la Conférence annuelle des ambassadeurs français. Dans cette allocution il devait expliquer la raison pour laquelle la France “perdait du terrain” en Afrique. L'opinion publique française semblait ne pas comprendre ce changement de situation et s'en inquiétait. Partant de ce constat le président français prend la parole et affirme devant les ambassadeurs :

Et donc, dans ce contexte-là, non, la France n'est pas en recul en Afrique, elle est

simplement lucide, elle se réorganise. Je dis ça parce que quand je lis une bonne

partie de notre presse et beaucoup de commentaires, les gens, regardant avec les lunettes d'hier, disent que c'est terrible, l'Afrique, on est en train de disparaître. Non, on a choisi de bouger en Afrique. On a choisi de bouger parce qu'il fallait bouger. 1) On a regardé notre relation passée, mémorielle, culturelle. On la factualise, on l'assume, on se dit la vérité, mais on ne cède rien à la désinformation et aux ingérences. 2) Nous avions une relation sécuritaire. Elle était de deux natures, en vérité. Il y a une partie, c'était notre engagement contre le terrorisme depuis 2013. On avait raison. Je crois qu'on a oublié de nous dire Merci.

Cette phrase, prononcée dans un contexte de recul de l'influence française (retraits militaires, montée de sentiments antifrançais), marque un tournant polémique. L'énonciateur abandonne le masque du dialogue et laisse transparaître une exaspération. L'ethos projeté est celui d'un partenaire incompris, victime d'ingratitude. Il sous-entend que la France a fait beaucoup pour l'Afrique et que cette Afrique n'est pas assez reconnaissante. Dans la plupart de ses discours le locuteur promet à l'Afrique la présence de la France comme un soutien et un partenaire de tous les temps. A contrario, beaucoup d'africains disent ne pas vouloir de la présence de la France en Afrique et de cette attitude a créé le mot "sentiment antifrançais". Ces différents éléments participent à l'alimentation de la polémique. En outre, le locuteur n'hésite pas une seconde à rappeler tout ce que la France a pu consentir pour le bien-être de l'Afrique afin de montrer que la France n'est pas responsable de la polémique qui ne fait persister dans cette relation qui date de la colonisation.

Aussi, le locuteur prend position dans son discours, comme pour exprimer son ras-le-bol dans une polémique qui semble éternelle.

L'ingratitude, je suis bien placé pour le savoir, c'est une maladie non transmissible à l'homme. Je le dis pour tous les gouvernants africains qui n'ont pas eu le courage vis-à-vis de leurs opinions publiques de le porter, aucun d'entre eux ne serait aujourd'hui avec un pays souverain si l'armée française ne s'était pas déployée dans cette région. J'ai une pensée émue pour nos soldats qui, parfois, ont donné leur vie et pendant des années se sont battus. Nous avons bien fait. On est partis parce qu'il y a eu des coups d'État, parce qu'on était là à la demande d'États souverains qui avaient demandé à la France de venir.

Cette prise de parole inverse le schéma traditionnel : le président français se pose en victime d'une relation asymétrique. Or, cette victimisation, dans un contexte de postcolonialité, passe mal. Elle est perçue comme une forme de déni de responsabilité. La polémique est d'autant plus alimentée.

Le discours rompt avec les stratégies d'adoucissement que Emmanuel Macron tenait en 2017 et met en lumière une logique de réactivation polémique : l'institution présidentielle exprime une blessure symbolique, qui devient à son tour une source de conflit discursif. Il s'agit d'un président à bout qui tente d'expliquer à son auditoire particulier (les ambassadeurs français) la raison du retrait de la France de certains pays africains comme le Burkina Faso, le Mali, le Niger.

Cette stratégie discursive prend tout son sens quand le locuteur, pour désamorcer le conflit discursif va énumérer des faits qui montre que la France n'a jamais souhaité combattre l'Afrique

mais elle a plutôt cherché à aider cette dernière du mieux qu'elle le pouvait en apportant ses connaissances militaires qui ont, selon lui, aidé à sortir certains pays africains du terrorisme et à les rendre souverains. Toutefois, il reprocher aux dirigeants de ses pays, qui l'ont sollicité autrefois, de ne pas reconnaître le rôle important de la France dans la paix en Afrique aujourd'hui. Ainsi le locuteur réaffirme le rôle important de la France en Afrique tout en insistant sur le fait que la France est prête à s'en aller si sa présence n'est plus demandée et si ses efforts ne sont pas reconnus à juste titre :

Nous avons bien fait. On est partis parce qu'il y a eu des coups d'État, parce qu'on était là à la demande d'États souverains qui avaient demandé à la France de venir. À partir du moment où il y a eu des coups d'État, où les gens ont dit : « notre priorité, ce n'est plus la lutte contre le terrorisme », c'est ceci ou cela, qu'importe, la France n'y avait plus sa place, parce que nous ne sommes pas les supplétifs de putschistes. Donc, on est partis. Et ensuite, on a décidé, ça, c'est le deuxième volet, de réorganiser notre présence militaire. Pourquoi ? Parce qu'on avait, en quelque sorte, une rémanence, et on nourrissait nous-mêmes un discours post-colonial.

Parce que dans les pays d'Afrique francophones, il y avait cette histoire, et donc, on avait laissé une présence installée dans nos bases. Est-ce qu'elle avait encore une justification ? Plus tellement. Est-ce que c'était ça, le rayonnement de la France ? Non. Je salue tous ceux qui ont servi, ça ne l'était plus là.

Et ça n'était plus compris, c'était utilisé. C'est-à-dire que tous les réseaux d'activistes que j'évoquais venaient dire : « Regardez les Français, ils ont un camp avec 2 000 soldats, là, donc ils vont préparer un coup d'État ». Et toutes les désinformations possibles étaient utilisées contre nous.

En parlant de l'affront fait à la France « ils ont un camp avec 2 000 soldats, là, donc ils vont préparer un coup d'État », en soulignant les valeurs que la France voulait défendre en Afrique, le locuteur joue sur le destin commun de ces deux entités et renvoie également à la fragilité que toute ces polémiques malsaines. Dans ce discours le locuteur adopte une stratégie discursive double.

D'une part, il mobilise une rhétorique de la mémoire et de l'histoire commune en rappelant les efforts entrepris par la France pour affronter son passé colonial. Il cite la commission Stora sur l'Algérie, le discours de Thiaroye pour le Sénégal ainsi que la restitution des œuvres d'art. En mettant en avant ces gestes symboliques et concrets, le président construit une image d'une France « décomplexée » et « sincère », soucieuse d'assumer son histoire sans céder aux manipulations.

D'autre part, il recourt fréquemment aux pronoms personnels inclusifs « nous » et « notre » « nous avons changé ce logiciel », « notre relation passée », ce qui permet d'impliquer l'auditoire et de présenter la réorientation de la politique africaine comme un choix collectif, réfléchi et assumé par toutes les parties. Cette posture discursive vise à désamorcer la polémique et les critiques sur un prétendu retrait de la France en Afrique, en opposant à ce récit celui d'une réorganisation stratégique et d'un partenariat « nouveau » et « désinhibé ». Le processus de justification, appuyé sur une logique d'identification et de pédagogie politique, cherche à convaincre l'auditoire africain

comme français que la France n'est pas en déclin mais en mutation, et qu'elle se repositionne dans un rapport d'égalité et d'avenir avec l'Afrique. Ici, le discours vise à désintensifier le conflit discursif, à atténuer voire supprimer la polémique.

4. Résorption des conflits ou entretien du dissensus ?

En guise de bilan, l'on pourrait noter que l'ensemble de ces discours présidentiels mettent en œuvre des stratégies destinées à atténuer les tensions déjà existantes entre la France et les pays africains. En guise d'exemple, le discours du président Emmanuel Macron essaie d'utiliser « la reformulation polémique » (Amossy : 2014) pour déplacer la responsabilité du dissensus vers l'interlocuteur qui n'est autre que l'africain auquel il s'adresse. Il dit ne pas être un donneur de leçon tout en donnant des leçons aux africains. Il neutralise et déplace la responsabilité tout en continuant ce qui lui est reproché. Il insiste sur la nécessité pour l'africain de se remettre en cause, comprendre leur force et l'utiliser au travail pour se développer et tenter de prendre leur place dans l'histoire du monde. Cependant cette stratégie argumentative ne sert que le contraire de la visée du locuteur. Au lieu de permettre au président français de convaincre l'auditoire africain auquel il s'adresse, ce type de discours vient aggraver la situation de méfiance qui les reliait déjà. Cette argumentation vient amplifier le dissensus au lieu de le régler. Ce discours renforce la polémique, suscite des réactions tranchantes, même si elle reste verbale jusque-là ; on parle ainsi des effets interactionnels du désaccord et la perte de face (Kerbrat-Orecchioni : 1990).

Pour expliciter la manière dont les présidents français tentent de négocier la paix avec les africains nous pouvons considérer les exemples de Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron qui font usage de “L'appel à des valeurs universelles”. Leurs discours visent à masquer les rapports de domination sous des principes

généraux de paix, de fraternité et de coopération. Ces valeurs universelles deviennent des instruments de tentative de légitimation (Perelman & Olbrechts-Tyteca : 1958). Cependant, ces stratégies se heurtent à plusieurs limites que sont “le poids des mémoires collectives” qui soutient que toute parole française en Afrique est surdéterminée par l’histoire coloniale, l’amertume et quelquefois la rancœur (Halbwachs : 1950, sur la mémoire collective). Ici la mémoire collective est naturellement entendue comme le fait que les africains, à partir du passé enregistré, considèrent les dirigeants français du XXI^e siècle comme les descendants des colonisateurs des siècles passés. Ceci rend la neutralité ou la réinitialisation illusoire surtout lorsque ces présidents français viennent tenir des affirmations qui peuvent encore être blessantes pour certaines sensibilités ; entretiennent l’incompréhension, au lieu d’avouer franchement le problème et donner des solutions viables, non problématiques. La disjonction entre intentions et perceptions reste prononcée car même un discours voulu amical peut être interprété comme arrogant ou condescendant d’autant plus que les tensions résultantes du passé colonial restent encore vives dans les esprits des africains. Cet aspect de domination symbolique et de pouvoir du discours reste largement présent dans les discours politiques en général (Bourdieu : 1991) et dans les allocutions des présidents français en Afrique en particulier. Ainsi, pour que la rhétorique soit efficace dans ce contexte, il faudra que les locuteurs français prennent réellement en compte les personnes qui composent l’auditoire universel (le monde entier et ses opinions sur les rapports France-Afrique) et l’auditoire particulier (les africains qui ne se sont pas encore détachés du passé colonial) (Perelman : 1977). Le locuteur devra redoubler d’efforts pour convaincre le public auditoire de sa bonne foi. Il lui faudra démontrer une capacité exceptionnelle à s’adapter au public africain car c’est cette adaptation qui déterminera

l’impact de son discours rhétorique de rupture avec les pratiques qu’ont pu cautionner les dirigeants français qui l’ont précédé. Pour accroître l’efficacité du discours rhétorique, les présidents français devraient également tenir compte d’une variante qui pourrait poser problème : il s’agit de “la saturation du contrat de communication” vu que le cadre de confiance, de crédibilité et de légitimité entre français et africains est rompu (Charaudeau : 2005). En effet, lorsque Nicolas Sarkozy et Emmanuel Macron tiennent leurs différentes allocutions, de façon involontaire ou pas, ils presupposent encore être une autorité morale et historique sur l’Afrique, alors que cette légitimité est largement contestée par une grande partie des africains et de certains observateurs internationaux. Dès lors se pose la question de légitimation discursive du pouvoir (Fairclough : 1992). Le locuteur français commence par affirmer qu’il veut une reconsideration des rapports entre la France et l’Afrique mais il se met à dicter voire imposer les conditions et règles qui sont censées être suivies si les africains veulent réellement l’amélioration de leurs conditions de vie. Dès lors, force est de constater que ce procédé discursif vient alimenter la polémique et enracer la posture de donneur de leçon que la majeure partie de l’auditoire assigne aux présidents français. Ainsi se présente une mise en place de discours élitaire et la reproduction de rapports de domination. (Van Dijk : 1997)

Conclusion

Cette analyse a porté sur les stratégies utilisées dans les discours des présidents français en Afrique lors de leurs tentatives de résolution de conflits discursifs engrangés dans l’histoire coloniale. Par des stratagèmes argumentatifs, des euphémismes et des mises en scène dialogiques, ces discours visent à transformer le dissensus en consensus symbolique. Cependant, les tensions identitaires, les mémoires blessées et les attentes

d'égalité rendent cette pacification fragile. En fin de compte, cette stratégie discursive fait resurgir la polémique plus que tout autre chose. L'analyse montre que, loin d'être de simples déclarations diplomatiques, ces discours sont des arènes conflictuelles où se jouent des luttes de pouvoir symbolique. Loin de faire consensus, ils révèlent les limites de l'argumentation dans un espace dialogique marqué par une asymétrie historique persistante. Ce constat invite à repenser les formes de communication politique dans les relations internationales, non plus comme des exercices de persuasion, mais comme des négociations discursives de la polémique ancrée dans des contextes historiques, émotionnels et idéologiques complexes.

Bibliographie

- AMOSSY Ruth, 2000. *L'argumentation dans le discours*, Nathan, Paris
- AMOSSY Ruth, 2014. *Apologie de la polémique*, PUF, Paris
- ANGENOT Marc, 2008. *Dialogues de sourds. Traité de rhétorique antilogique*, Mille et une nuits, Paris
- BAKHTINE Mikhaïl, 1981. *Le principe dialogique*, Seuil, Paris
- CHARAUDEAU Patrick, 2020. *La manipulation de la vérité*, Lambert-Lucas, Limoges
- CHARAUDEAU Patrick et MAINGUENEAU Dominique (dir.), 2002. *Dictionnaire d'analyse du discours*, Seuil, Paris
- KERBRAT-ORECCHIONI Catherine, 1990-1994. *Les interactions verbales*, vol. I-III, Armand Colin, Paris
- MICHELI Raphaël, 2014. *Les émotions dans les discours. Modèle d'analyse, perspectives empiriques*, De Boeck Supérieur, Louvain-la-Neuve

PERELMAN Chaïm et OLBRECHTS-TYTECA Lucie,
1992. *Traité de l'argumentation*, Éditions de l'Université de
Bruxelles, Bruxelles

SEARLE John R., 1995. *La construction de la réalité
sociale*, Gallimard, Paris